

«Le départ de l'OMC remettrait en cause la Genève internationale»

Questions à



KEYSTONE

Ruth Dreifuss

Ancienne présidente de la Confédération

L'OMC peut désormais compter sur une alliée d'envergure pour soutenir son projet d'extension: l'ex-conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss. Sollicitée par un comité interpartis, au même titre que le vice-recteur de l'Université Yves Flückiger et l'ancien conseiller national radical John Dupraz, l'ex-ministre a plaidé hier en faveur du bâtiment que l'organisation entend construire à côté de son siège actuel. Controversé, le projet fait, en Ville de Genève, l'objet d'un référendum soutenu par A gauche toute! Membres du comité unitaire, les

autres partis municipaux font bloc derrière l'OMC. Les citoyens se prononceront le 27 septembre.

Le Temps: Pourquoi vous engagez-vous en faveur de l'extension de l'OMC?

Ruth Dreifuss: Le comité unitaire qui défend le projet m'a sollicitée et j'ai accepté de m'engager à plus d'un titre. En tant qu'ancienne conseillère fédérale, j'ai pu apporter mon expérience de la concurrence acharnée à laquelle se livrent les villes du monde pour accueillir les instances et les manifestations internationales. Genève a développé ses activités internationales autour de trois axes: le désarmement, le droit humanitaire et les droits de l'homme ainsi que les effets de la mondialisation. Dans ce dernier domaine, l'OMC occupe une place prépondérante. Il est donc essentiel d'offrir de bonnes conditions de travail à cette organisation. Je m'engage aussi parce que je considère un peu les parcs de la rive droite comme les miens, en partage avec toutes celles et tous ceux qui s'y promènent, y jouent et s'y reposent. Je les arpente depuis

l'âge de cinq ans, car j'ai toujours habité à proximité. Or il est clair que le projet d'extension est totalement compatible avec la préservation de ce lieu. Je suis par ailleurs très soucieuse de préserver les synergies qui existent entre l'Université, l'Institut de hautes études internationales et du développement et l'OMC. Les étudiants y effectuent des stages, des recherches communes, et des échanges ont lieu. Il faut cultiver cette proximité.

– Vous sortez rarement de votre réserve. Cela signifie-t-il que l'heure est grave et que les partisans de l'extension doivent craindre le résultat du scrutin?

– J'essaie surtout de faire preuve de réserve sur des sujets qui touchent à mon ancien département, mais lorsque Genève a besoin de moi, je réponds présent. A ce stade, le débat n'a pas encore vraiment eu lieu et il est difficile de savoir si le projet est réellement menacé. Si l'argument de la protection du parc est facile à combattre, celui d'une opposition de principe à l'OMC l'est tout autant. En ce qui me concerne,

je ne partage que très partiellement les arguments anti-OMC. Cette organisation reste le lieu où peuvent se régler certains conflits entre des Etats riches et des pays en voie de développement, souvent à l'avantage de ces derniers. Il est également important que le siège de l'OMC se trouve à proximité d'autres instances, comme l'Organisation mondiale de la santé ou l'Organisation internationale du travail, ainsi que de toutes les ONG installées à Genève, car les échanges et le dialogue, notamment avec la société civile, s'en trouvent facilités.

– La distance qui existe entre la Genève internationale et la Genève locale pourrait-elle jouer en défaveur de l'extension?

– Genève ne serait pas Genève sans les organisations internationales. Et si nous ne sommes pas capables de les accueillir de manière satisfaisante, elles iront ailleurs. Le départ de l'OMC remettrait en cause le rôle international de Genève, ce qui appauvrirait le canton et fragiliserait la position internationale de la Suisse. **Propos recueillis par Sandra Moro**